

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Elections et Élection (*Amédune*). — Le Procès des Communistes. — La répression capitaliste. — Voix de Prison (*F. Lorient et Boris Souvarine*). — Les derniers jours de John Reed (*Louise Bryant*). — Les Socialistes français et la guerre : Marcel Sembat (*G. Zinoviev*).

La Russie Soviétiste et les nationalités (*M. Kame-
nev*). — Statuts du Comité de la 3^e Internationale. — La Vie Economique en Russie : Statistique du mouvement syndical russe. — La Révolution prolétarienne. — Bibliothèque Communiste et Documents divers.

Élections et Élection

S'il est quelque chose que la guerre ait tué, quelque chose qui, jamais, ne ressuscitera d'entre les morts innombrables, c'est bien ce qu'on peut appeler la *superstition parlementaire*. Entendez par ce mot la naïve croyance à la conquête légale et pacifique du pouvoir. Cette superstition parlementaire, à laquelle avaient fini par se laisser entraîner la presque totalité des socialistes de la II^e Internationale, n'était au surplus, avant la guerre, qu'une manifestation particulière d'une superstition plus générale : celle que Marx, dans son admirable lettre sur le programme de Gotha (1875), appelait si bien la croyance au surnaturel démocratique.

La participation aux batailles électorales n'était primitivement pour les socialistes qu'un moyen d'agiter les masses, un expédient de propagande. Peu à peu, le succès s'en mêlant, le moyen était devenu une manière de but, l'expédient s'était mué en une sorte de principe. Le Parti cessa d'être en fait une organisation de préparation révolutionnaire : il ne fut plus qu'une grande agence électorale ayant pour objet exclusif la fabrication en série de conseillers municipaux, de conseillers généraux et de députés.

De cet électoralisme forcené sortit doctrina-

lement le *revisionnisme*, dont Bernstein fut un des prophètes et qui prit chez nous le nom si sympathique de *millerandisme*. Revisionnisme allemand, millerandisme français connurent d'assez beaux jours, mais qui durèrent peu. Les masses ne tardèrent pas à se ressaisir, l'esprit révolutionnaire se réveilla. Et ce fut en 1904 la tentative de redressement d'Amsterdam. Tentative éphémère, qui ne fut pas suivie de transformations décisives. La tactique demeurant la même, les chefs n'ayant pas été changés, ce qui devait arriver arriva : la guerre impérialiste renversa d'un souffle, dès août 1914, les frêles constructions du socialisme parlementaire. Elle fit plus, — et c'est en ceci qu'elle se montra politiquement révolutionnaire : elle renversa ces façades de parlementarisme et de démocratie derrière lesquelles la bourgeoisie exerçait cyniquement sa dictature de classe. Finie et bien finie, l'idyllique fiction de la souveraineté populaire ! Il n'est resté debout que la réalité brutale : l'exploitation effrénée du travail et de la consommation des masses par un capitalisme d'autant plus vorace qu'il sent ses jours comptés et — se superposant à la précédente pour l'aggraver encore — l'exploitation non moins odieuse des vaincus par les vainqueurs. Dans la dégringol-

lade irrémédiable des principes sur lesquels vivait ou semblait vivre la société capitaliste, parler de démocratie n'est pas moins ridicule que de parler de royauté héréditaire, après que tant de couronnes, à défaut de têtes couronnées, ont roulé sur le pavé. La bourgeoisie qui, elle, a compris la leçon des événements, ne croit plus qu'aux dénouements de force. Et voulez-vous savoir ce que c'est que le communisme ? C'est le socialisme de ceux qui, à l'école de la guerre et de la révolution se sont débarrassés des oripeaux fanés de l'utopie démocratique et du mysticisme parlementaire.

**

Est-ce à dire que les communistes renoncent délibérément, comme l'ont fait les anarchistes, à prendre la moindre part aux batailles électorales ? Est-ce à dire qu'il se refusent non moins délibérément à mettre les pieds dans un Parlement bourgeois ? L'élection récente de Renaud Jean en Lot-et-Garonne, les sept mille voix qu'obtenait l'autre jour en Haute-Savoie le communiste Just Songeon, la candidature, dans le 2^e secteur de la Seine, de Lorient et de Souvarine répondent négativement à la question posée. La « thèse » de l'Internationale communiste relative au parlementarisme est des plus nettes à cet égard, et le livre de Lénine contre le communisme de gauche ne l'est pas moins, sur le terrain de la doctrine : « Les révolutionnaires qui ne savent pas — dit Lénine — joindre aux formes illégales de lutte toutes les formes légales sont de très mauvais révolutionnaires. » Les bons communistes savent, selon l'heure, utiliser tous les terrains, — marais, plaine ou montagne — et se battent partout où l'adversaire capitaliste peut être appréhendé et battu. Les bons communistes ne se préoccupent que d'un point : éveiller, entretenir, développer la combativité prolétarienne. Si factices que soient souvent les guérrillas électorales, si décevantes qu'apparaissent les querelles parlementaires, les forces qui s'y entre-choquent sont pourtant les mêmes forces que celles qui s'affrontent sur le terrain économique, là où la lutte des classes est sans doute plus directe, là où elle atteint souvent un plus haut degré d'acuité, mais où l'enjeu n'est pas toujours plus décisif. Ce qui est véritablement révolutionnaire, ce n'est pas le terrain sur lequel on se bat ; ce n'est pas même l'enjeu pour lequel on se bat. Qu'est-ce donc ? C'est la volonté de ceux qui se battent de pousser jusqu'au bout leur chance, la ferme volonté

qu'ils ont de vaincre, si défavorable que soit le terrain, si médiocre que soit l'enjeu.

Les communistes continueront donc à participer comme par le passé aux luttes électorales, se préparant ainsi, en accroissant leurs forces, aux luttes capitales dont l'heure sonnera tôt ou tard. Aussi éloignés des illusions du parlementarisme que d'une aveugle foi catastrophique, ayant avec la claire vision du but final, la claire connaissance des chemins qui y mènent, ils continueront à utiliser pour la propagande et pour le recrutement, tous les moyens d'action qu'offre le régime démocratique, que ce soit le tréteau des réunions électorales ou la tribune des Parlements bourgeois.

**

A l'heure où j'écris ces lignes la campagne électorale bat son plein dans le deuxième secteur de la Seine. Le nom des candidats, Lorient et Souvarine, leur situation de prisonniers politiques détenus depuis bientôt dix mois sous l'inculpation scandaleuse de complot contre la sûreté de l'Etat, particularisent cette campagne, lui confèrent une signification symbolique qui ne peut manquer de retenir l'attention de toute l'Internationale.

Il ne s'agit pas seulement, comme on l'a dit d'arracher Lorient et Souvarine, ainsi que leurs co-inculpés, aux griffes de la justice bourgeoise. Le gouvernement français est depuis la guerre le plus crapuleusement réactionnaire des gouvernements ; on peut dire de lui ce qu'on disait du tsarisme, qu'il est le rempart de la réaction européenne. Il a résolu d'abattre « l'hydre de la révolution » à l'intérieur de ses frontières, faute de l'avoir pu faire en Russie soviétiste. En poursuivant au petit bonheur dix communistes appartenant à trois organisations bien différentes et sans aucun rapport entre elles, il ne fait que traduire son exécution du communisme en un acte qui, lui aussi, prend un caractère symbolique. Ce qu'il veut, c'est qu'il soit désormais établi que toute propagande communiste constitue un complot contre la sûreté de l'Etat ; ce qu'il veut, c'est paralyser la propagande en jetant la terreur dans le camp des propagandistes.

Il n'y réussira pas ! Mais en faisant de Souvarine et de Lorient ses candidats, la Fédération de la Seine jette au gouvernement un défi : ce qui est en question aujourd'hui, ce n'est pas d'envoyer deux nouveaux communistes à la Chambre, mais d'infliger une défaite à la

réaction la plus astucieuse, la plus perfide, la plus chargée de crimes qu'il y ait au monde; il s'agit de barrer la route aux charrettes de communistes que le Bloc National dirige vers ses prisons. Cela et rien d'autre. C'est pourquoi je disais que l'élection de Souvarine et de Lorient comporte une signification symbolique — comme le procès qui leur est fait.

Nos amis seront-ils élus ? Qui donc pourrait le dire ? Avec la collaboration diligente de M. Alexandre Varenne, du socialiste dissident Varenne, la bourgeoisie à tout fait pour enlever aux ouvriers parisiens, par un hypocrite découpage des circonscriptions urbaines, toute possibilité de représentation à peu près équitable. Il se peut que ni Lorient ni Souvarine ne soient élus : ils ont contre eux toutes les forces de la bourgeoisie coalisée ; contre eux la tourbe des social-traitres, des social-renégats, des social-dissidents. Mais on peut être sûr qu'après l'ardente campagne de notre Fédération de la Seine, ils obtiendront assez de voix pour que le but visé soit atteint. Toutes les victoires que la bourgeoisie française peut encore remporter sur le prolétariat ressemblent à celles de Pyrrhus : elles n'empêcheront pas la banqueroute — et la révolution. Il se peut que le 27 février soit pour MM. Le Corbeiller et Bonnet le jour de gloire. Souvarine et Lorient auront leur jour aussi, et ce sera celui du communisme.

AMEDUNE.

Le Procès des Communistes

Dans quelques jours, le 28 de ce mois, commencera devant la Cour d'assises de la Seine le procès des communistes arrêtés il y a dix mois, lors des grandes grèves de mai 1920.

Les trois secrétaires du Comité de la 3^e Internationale, Lorient, Monatte et Boris Souvarine, ainsi que Monmousseau, secrétaire de la Fédération des Cheminots lors de la grève, auront à répondre de leurs idées communistes et révolutionnaires devant le jury bourgeois.

A côté d'eux, Hanot, Lebourg, Giraud, Rabilloud et Bott seront l'objet des mêmes accusations ainsi que les groupements fédéralistes antiparlementaires qu'ils représentent.

Nos camarades seront défendus par Oscar Bloch, Henry Torrès, Antonio Coen, J.-L. Thaon, Maurice Paz, Létrange, Delépine, Corcos, Ernest-Charles et Oustry.

De nombreux témoins ont été cités. Le Parquet a refusé de transmettre les convocations

aux camarades de l'étranger mis en cause dans l'acte d'accusation : Zinoviev, Litvinov, Stroem, Kopp, Radeck, Rutgers, Henriette Roland-Holst, Wijnkoop, craignant évidemment le relentissement de leurs dépositions.

On s'attend à ce que le procès dure dix jours, peut-être quinze. Quelle que soit son issue, l'idée communiste ne peut qu'en sortir grandie.

La Répression Capitaliste

Nos Jeunesses socialistes-communistes sont sérieusement « éprouvées ». Après les arrestations que nous avons signalées, d'autres ont suivi dont celle de Laporte, secrétaire de la Fédération, et de Williams, gérant du *Conscrit* et de l'*Avant-Garde*.

A la Petite-Roquette sont emprisonnés les jeunes Vigier, Tourchère, Pudet et Télot.

Le quartier politique de la Santé s'emplit de communistes, jeunes et vieux. Y sont enfermés actuellement :

Laporte, Williams, Profinet, Schaub, Chemin, Varagnal, Trémoy, Baudin, des Jeunesses socialistes-communistes ;

Zalewsky, dit Abramovitch, communiste tchèque chargé de mission par l'Internationale Communiste ;

Hanot, Lebourg, de la « Fédération des Soviets », et Bott, communiste libertaire ;

Radomir Vouïovitch, du groupe des Etudiants communistes ;

Monatte, directeur de la *Vie Ouvrière* ; Monmousseau, secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine ;

Amédée Dunois, Ker, Lorient et Boris Souvarine, membres du Comité Directeur du Parti socialiste de gauche (S. F. I. C.).

La bourgeoisie frappe : c'est qu'elle a peur. Mais sa répression n'enrayera pas le mouvement communiste grandissant.

En Angleterre aussi, terre classique du libéralisme, nos amis communistes commencent à connaître les brimades du régime capitaliste menacé. Plusieurs camarades sont emprisonnés ou poursuivis : Sylvia Panikhurst, Cecil L'Estrange Malone, Stelle, Hawey, Taylor, Bill, William Gallagher, H. Webb, L. Malik, J. Cully, F. A. Raison, etc.

En Belgique, van Overstraeten et Jacquemotte ont déjà reçu la visite des argousins de Vandervelde.

En Tchéco-Slovaquie, une terrible répression accable le parti communiste dont la force croissante inquiète le gouvernement de Masaryk.

Après cela, il y a des reconstruc-teurs qui vous diront que le mouvement communiste n'existe pas...

HISTOIRE D'UN COMLOT

Par Henry TORRÈS

Préface de SEVERINE

A la veille du procès des communistes, il faut répandre PAR MILLIERS cette brochure, qui ne coûte que 25 centimes, et qui sera vendue par quantités avec une réduction de 20 %.

Vite, camarades, commandez par paquets l'*Histoire d'un Complot*. Il faut en inonder le pays. Ne laissons pas nos camarades, emprisonnés depuis neuf mois, seuls aux prises avec les chats-fourrés de la bourgeoisie : mettons l'opinion publique de leur côté.

VOIX DE PRISON

Loriot et Souvarine ont été unanimement désignés par le Parti comme candidats à l'élection législative partielle de la Seine, du 27 février. Une campagne communiste est menée avec vigueur sur le nom des deux emprisonnés, qui ont publié l'appel que voici :

Travailleurs Parisiens

L'Europe est en ruines, l'Humanité est en deuil. Cent millions de mères, de veuves, d'orphelins pleurent l'assassinat de vingt millions d'êtres humains. Les fruits du travail de plusieurs générations sont anéantis.

Les travailleurs se sont entr'égorgés pendant quatre ans sur un mot d'ordre menteur de défense nationale que tous les gouvernants ont donné à tous les peuples.

En France et en Allemagne, en Angleterre et en Russie, en Autriche et en Serbie, dans tous les pays, à la même heure, les dirigeants, masquant leurs propres responsabilités, trompaient les dirigés et les jetaient dans une guerre fratricide, dans une mêlée sauvage et insensée.

Au lieu de tourner leurs armes contre leurs ennemis communs, contre les exploités cosmopolites, les exploités se sont stupidement entremassacrés, croyant défendre leur patrie, croyant faire le sacrifice de leur vie pour abolir à jamais les guerres, croyant verser leur sang pour la démocratie et la civilisation.

Aujourd'hui, travailleurs parisiens, que reste-t-il de vos espérances ? Que reste-t-il des promesses de vos maîtres ? Où est la démocratie ? Où est la civilisation ? Où est la paix ?

Commencez-vous à prendre conscience de l'immensité de votre erreur ? Voyez-vous maintenant que vos ennemis sont dans votre propre pays ?

Cherchez à qui le crime profite.

Le crime a profité à une minorité opulente et insolente qui décide de votre sort, vous exploite, vous opprime.

Dans tous les pays, la même minorité capitaliste exploite et opprime la majorité des producteurs.

La dictature des millionnaires écrase sans vergogne une multitude laborieuse courbée par habitude sous la domination de la bourgeoisie profiteuse, et à laquelle ne manque que la conscience de sa force pour secouer la tutelle des seigneurs du capital, pour abolir l'exploitation du travail, pour faire de milliers d'esclaves des hommes libres.

En France, la Chambre hideuse du bloc national, la Chambre des 130 millionnaires, la Chambre des profiteurs de la mort, fait peser sur le peuple travailleur le joug ignominieux d'une meurtrière réaction.

Les mutilés, les victimes de la guerre sont laissés dans le dénuement. Les régions dévastées ne reçoivent que des décorations et des discours. Les travailleurs sont par milliers privés de travail, et le chômage ne fait que commencer. Des impôts de plus en plus lourds dépouillent les humbles et épargnent les riches. Les milliards de la France

sont gaspillés dans des entreprises de meurtre et de dévastation. Ils sont donnés à des brigands pillards comme Pilsudsky et Wrangel, exterminateurs d'ouvriers et de paysans russes. Au lieu du désarmement promis, le service militaire à long terme est maintenu. Les soldats français sont envoyés en Asie Mineure pour voler des territoires. La réaction prépare cyniquement de nouvelles guerres contre la Russie. Elle prépare aussi une nouvelle guerre contre l'Allemagne pour réduire en esclavage le peuple allemand sous prétexte d'appliquer l'inapplicable et monstrueux traité de Versailles. Jamais les menaces de guerre n'ont été plus nombreuses qu'aujourd'hui.

La réaction française est à la tête des bandes noires de la réaction mondiale. En Russie, en Pologne, en Ukraine, en Hongrie, partout où les ouvriers sont mitraillés, où les juifs sont torturés, où les révolutionnaires sont pendus ou fusillés, c'est le militarisme français, digne successeur du militarisme prussien, qui prend la responsabilité des crimes accomplis. Le nom de la France, autrefois vénéré par tous les peuples en souvenir de la grande Révolution, est aujourd'hui maudit sur toute la terre comme symbole des innombrables forfaits de ses gouvernants, de ses impérialistes, de sa réaction.

Travailleurs, avez-vous voulu cela ? Combien de temps encore allez-vous supporter ces hontes, tolérer ces crimes ?

Attendez-vous qu'un Poincaré, qu'un André Lefèvre, qu'un Forgeot, vous jettent dans une nouvelle thuerie, vous poussent sous de nouveaux charniers ?

L'Internationale Communiste et sa section française, le Parti Socialiste, vous appellent à l'action virile contre le régime d'exploitation et d'oppression qui meurtrit les masses travailleuses, les affame, les décime. Soyez des nôtres dans la lutte sans merci que nous soutenons contre la caste des profiteurs, contre l'oligarchie des capitalistes.

Vous n'aurez pas de démocratie tant que le prolétariat, et lui seul, ne sera pas maître du pouvoir, tant qu'il n'aura pas détruit les institutions bourgeoises et créé une société communiste.

Vous ignorerez la civilisation tant que vous n'aurez pas abattu et désarmé les barbares militaristes et impérialistes.

Vous ne connaîtrez pas la Paix tant que vous laisserez subsister le capitalisme, ce régime de guerre perpétuelle.

La démocratie, la civilisation, la paix, c'est le socialisme réalisé, c'est le communisme.

Les travailleurs qui prennent conscience des réalités, qui comprennent les leçons de la guerre et ses conséquences se rangeront en masse autour du Parti Socialiste (S.F.I.C.), leur guide dans l'action politique et émancipatrice du prolétariat.

Le gouvernement peut emprisonner les militants communistes du Parti socialiste et des syndicats; la police peut fabriquer des complots; la magistrature peut rendre des arrêts par ordre, la vérité communiste vaincra. La Révolution sociale est inévitable et elle trouvera chaque jour de nouveaux champions, parce que le salut de l'humanité est en elle.

F. LORIOU, B. SOUVARINE.

Les derniers jours de John Reed

Une lettre de Louise Bryant

Louise Bryant, l'admirable compagne de John Reed, mort du typhus à Moscou, a adressé à Max Eastman, directeur du Liberator, de New-York, la lettre poignante dont nous publions ici la traduction, et qui évoque avec un indicible accent de douleur les derniers jours de John Reed, de Jack comme l'appelaient ses intimes.

Moscou, le 14 novembre 1920.

Cher Max,

Je savais que vous désiriez des détails et un récit pour le *Liberator*, — mais je n'avais ni force ni courage. Je ne pourrai écrire qu'une lettre incohérente, dont vous extrairez ce que vous voudrez. La mort de Jack, mon voyage clandestin en Russie et les semaines d'horreur à l'hôpital des typhiques m'ont complètement brisée. Lors des funérailles, je souffrais d'une grave crise cardiaque, dont je n'ai échappé que par miracle. Les spécialistes sont d'accord que, par suite des jours et des nuits interminables passés au chevet de Jack, le cœur était surmené, dilaté, et qu'il ne pouvait plus aller très loin. Ils ne sont pas d'accord, toutefois, sur l'époque à laquelle j'aurai une autre crise. Je vous écris toutes ces sottises parce que je dois les envisager et qu'il doit en être question dans cette lettre. Les docteurs américains et allemands m'accordent une année ou même deux, et les médecins russes, seulement quelques mois. Je dois absorber des stimulants et ne puis prendre un morceau de pain. Je pense recouvrer mes forces mieux qu'ils ne croient, — mais après tout c'est une question de peu d'importance. J'ai autrefois promis à Jack de mettre tous ses travaux en ordre au cas où il mourrait. Je veux retourner au pays si je deviens plus forte, et tenir ma promesse.

Tout ce que j'écris en ce moment me semble sortir d'un rêve. Je ne souffre point et je n'arrive pas à croire que Jack est mort ou qu'il ne va pas entrer dans la chambre à tout instant.

Jack a été malade vingt jours. Je n'ai pu me coucher que deux nuits, alors qu'il était plus calme. Le typhus défie toute description, le malade ne perdant rien de ce qui se passe sous ses yeux.

Mais il faut que je revienne en arrière et que je vous dise comment je trouvai Jack après mon voyage illégal à travers le monde. J'ai dû longer la Finlande, naviguer douze jours dans l'océan Arctique, me cacher chez un pêcheur pour éviter la police, avec un officier finlandais et un Allemand, tous deux condamnés à mort dans leur pays. Quand j'atteignis le territoire des Soviets, j'étais à un bout de la Russie et Jack à l'autre. Quand j'arrivai à Moscou, il était à Bakou au Congrès des peuples d'Orient. La

guerre faisait rage en Ukraine. Un radio militaire lui parvint et il revint dans un train blindé. Le 15 septembre au matin, il entra dans ma chambre en criant joyeusement. Un mois plus tard, il était mort.

Nous avons passé seulement une semaine ensemble avant qu'il s'altât, indiciblement heureux de nous retrouver. Je le trouvai vieilli, attristé, plein de mansuétude, et devenu étrangement « esthétique ». Ses vêtements n'étaient que des loques. Il était si impressionné des souffrances qui l'entouraient qu'il s'oubliait lui-même. J'en fus choquée et je me sentais incapable d'atteindre au degré extrême de ferveur qu'il avait atteint.

Les effets de la terrible expérience dans les geôles finlandaises n'étaient que trop manifestes. Il me parlait de sa cellule, sombre, froide et humide. Presque trois mois de détention solitaire, avec un peu de poisson cru à manger. Parfois il avait le délire et me croyait morte. D'autrefois, il songeait à mourir lui-même et il écrivait, sur des livres ou autre part, quelques vers :

Pensant et rêvant

Le jour, la nuit et le jour,

*Pourtant, je ne puis méditer de pensée plus amère :
Que nous sommes perdus l'un pour l'autre,
Toi et moi.*

Mais, nous promenant dans le parc, sous les bouleaux blancs, et causant au long des nuits brèves et heureuses, la mort et la séparation semblaient encore très loin.

Nous visitâmes ensemble Lénine, Trotsky, Kamelev, Enver Pacha, Bela Kun, nous vîmes le Ballet et le Prince Igor, et les galeries d'art nouvelles et anciennes.

Le désir de retourner au pays le consumait. Je le savais malade, fatigué, je sentais sa santé sur le point de sombrer, et je voulus le persuader de prendre du repos. Les Russes m'ont dit qu'il travaillait souvent vingt heures par jour. Dans les premiers jours de sa maladie, je lui demandai sa promesse de se reposer avant le retour, puisque celui-ci ne serait rien d'autre qu'une entrée en prison. Je savais que la prison lui serait une trop dure épreuve. Je me rappelle qu'il me regarda d'étrange manière et dit : « Ma chère petite, je ferai pour vous tout ce que je pourrai, mais ne me demandez pas d'être un poltron ». Ce n'était pas ce que j'avais voulu dire. J'en fus tellement blessée que j'éclatai en sanglots et lui dis que j'étais prête à aller avec lui partout où il voudrait, sur-le-champ, à la mort ou à la souffrance. Il eut alors un sourire de bonheur, et tous les jours suivants, il tint ma main serrée dans la sienne.

Je ne pouvais le laisser sans qu'il m'appelât en poussant des cris. J'éprouve maintenant le sentiment que je n'ai plus le droit de vivre.

Je ne parlerai que très peu de la maladie. Elle fut si douloureuse... Je veux seulement que vous sachiez comment il défendit sa vie. Sans ce combat, il serait mort quelques jours plus tôt. Les vieilles gardes-malades allaient à la dérobée dans la chapelle pour allumer un cierge et prier pour lui. Pourtant, elles étaient éprouvées et voyaient des hommes mourir à toute heure.

Il n'eut jamais ce délire effrayant de la plupart des typhiques. Il me reconnut toujours et son esprit restait occupé de poèmes, de contes et de belles pensées. Il disait : « Vous savez ce qu'on éprouve en allant à Venise. Vous demandez aux gens : Est-ce Venise ? juste pour le plaisir d'entendre la réponse ». Il me racontait que l'eau qu'il buvait était pleine de petites chansons. Et il relatait, comme un enfant, des épreuves étonnantes que nous subissions ensemble et dans lesquelles nous nous montrions très braves.

Cinq jours avant qu'il mourût, son côté droit fut paralysé. Puis il perdit l'usage de la parole. Et alors nous veillâmes des jours, des nuits, et encore des jours, espérant contre toute espérance. Même quand il fut mort, je ne pouvais y croire. J'ai dû rester là des heures à lui parler encore, en le tenant par la main.

Puis ce fut la parade, et les honneurs militaires rendus à sa dépouille, dans le Temple du Travail, par quatorze soldats de l'armée rouge. J'y allai maintes fois et vis les soldats dans leur attitude rigide, leurs baïonnettes luisant sous les lumières et l'étoile rouge du Communisme sur leur bonnet militaire.

Jack était étendu dans une longue bière d'argent entourée de fleurs et de bannières flottantes. Une fois, les soldats le découvrirent pour moi, ainsi, je pus toucher de mes lèvres ce vaste front blanc pour la dernière fois.

Le jour des funérailles, nous nous assemblâmes dans le grand hall où il gisait. Je n'ai que très peu d'impressions de cette journée. Il faisait froid et le ciel était sombre ; la neige tombait quand le cortège se mit en route. J'avais conscience que des gens pleuraient, que des bannières flottaient, et que l'hymne funèbre révolutionnaire, joué par une musique militaire, revenait sans cesse, dolent et brisant les cœurs.

Les Russes n'importunèrent point mon affliction, car ils savaient bien que j'avais repoussé toute précaution en allant à l'hôpital. Ce jour-là je me sentais très fière et même forte. Je voulus marcher, suivant la coutume russe, seule derrière le char funéraire. Et au square Rouge, j'essayai de me tenir bravement, face aux orateurs. Mais je ne fus pas brave du tout, je tombai sur le sol, sans pouvoir parler ni crier.

Je ne me rappelle pas les discours. Je me souviens davantage des intonations brisées des voix des orateurs. Je m'aperçus qu'après une temps assez long, ils cessèrent, et que les bannières s'inclinaient et disparaissaient. J'entendis tomber la première pelletée de terre et alors quelque chose se brisa dans mon cerveau. Après une éternité, je m'éveillai dans mon propre lit. Emma Goldmann était là, ainsi que Berk-

mann, deux docteurs et un grand jeune officier de l'armée rouge. Ils chuchotaient, — et je m'endormis de nouveau.

Mais je suis retournée au square Rouge depuis lors, — depuis ce jour où tout un peuple vint pour enterrer avec tous les honneurs notre cher Jack Reed. J'étais là par une de ces après-midi animées, quand toute la Russie s'agite, chevaux, traîneaux, clochettes, paysans portant des fardeaux, soldats chantant en partant au front. Quelques-uns des soldats vinrent sur la tombe. Ils ôtèrent leurs bonnets et parlèrent avec vénération : « Quel bon compagnon c'était, — dit l'un d'eux. Il a traversé le monde pour venir à nous. C'était un des nôtres. » Puis ils mirent leur fusil sur l'épaule et s'en allèrent.

Je suis revenue là, sous les étoiles, avec un immense désir de me coucher auprès des fleurs gelées et des couronnes de métal, pour ne plus me réveiller. Combien ce serait facile !

J'envoie des salutations à tous les amis.

Bonne chance à tous.

Louise BRYANT.



La Révolution Proletarienne

Le célèbre livre de polémique de Lénine, *La Révolution Proletarienne et le renégat Kautsky*, édité par la Bibliothèque Communiste, est en vente depuis quelques jours.

L'auteur de la *Maladie Infantile du Communisme* y réfute avec force les sophismes de Kautsky, ancien interprète de la pensée marxiste et annonciateur de la révolution sociale, devenu renégat du marxisme et adversaire de la révolution.

Cet ouvrage est la justification du bolchevisme comme doctrine vérifiée par la pratique. Il doit se trouver dans toute bonne bibliothèque socialiste. Tout militant, chaque propagandiste, y puisera des raisons solides et des arguments éprouvés.

Le succès relentsant de la *Maladie Infantile*, dont l'édition est déjà presque épuisée, laisse prévoir quel accueil sera réservé à la nouvelle publication. Toute œuvre de Lénine suscite un vif mouvement d'attention. Elle ne laisse personne indifférent, elle est lue par tous, amis et adversaires.

La Révolution Proletarienne et le renégat Kautsky ne coûte que 4 francs. (Par la poste, 4 fr. 50.) Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Les Socialistes Français et la Guerre

Dans son grand ouvrage : La Guerre et la Crise du Socialisme, Zinoviev consacre quelques pages aux anciens chefs du mouvement socialiste français. Nous avons publié dans notre dernier numéro le chapitre qui a trait à Jaurès. Nous donnons aujourd'hui celui qui concerne Sembat et publierons la semaine prochaine celui qui traite de Jules Guesde.

MARCEL SEMBAT

Dans toutes ces questions (de guerre et de paix), l'attitude de Marcel Sembat est intéressante. Faire plus ample connaissance avec ses vues à ce sujet est, sous certains rapports, plus important encore que d'étudier celles de Jaurès. 1° Il les a énoncées dans un petit livre, après tous les autres leaders du socialisme français. Nous voulons parler du livre : *Faites un roi, sinon faites la paix*. 2° Il est à l'heure actuelle non seulement ministre (1), mais, en fait, l'un des leaders les plus influents du parti. 3° — Et c'est là l'essentiel — même au temps de Jaurès et de Vaillant, Sembat, avec incomparablement plus d'exactitude, reflétait la psychologie, la mentalité de toutes les sommités du parti socialiste français, de ses parlementaires, de ses politiciens, de ses aventuriers, et si l'on peut ainsi dire, de ses sphères dirigeantes. Jaurès et Sembat étaient réformistes. Mais il y avait chez Jaurès une immense réserve d'idéalisme révolutionnaire. Il avait foi en l'idéal socialiste, en la société future, et de toute son âme il aspirait à elle. Il planait bien souvent sur cette terre pécheresse. Il s'élevait d'une coudée entière au-dessus de tout l'état-major « jauréssiste » de députés, de rédacteurs, de politiciens. Marcel Sembat, lui, est « libre » de tout cela. Et c'est la raison pour laquelle il est devenu précisément l'interprète fidèle du réformisme moyen français, de ce réformisme qui en pratique a achevé le parti socialiste français à la politique du 4 août.

Jaurès avait foi en l'idéalisme humain, il croyait au triomphe de la cause juste, il croyait que la parole honnête, équitable, chaude peut aller jusqu'au cœur de ceux qui président aux destinées des peuples.

Rien de semblable chez Sembat. Il ne croit, peut-on dire, ni à Dieu, ni au Diable. Le trait dominant de son caractère est un scepticisme illimité qui ronge tout. Il est trop « lucide » pour croire comme Jaurès au pacifisme. Les dessous de la politique étrangère des grands Etats lui sont parfaitement connus.

En particulier il connaît tous les piliers de l'impérialisme français comme ses cinq doigts. A l'occasion il sait les railler avec mordant. Il connaît on ne peut mieux tous leurs points faibles, et c'est ce qui fait qu'à tout coup ses flèches atteignent merveilleusement le but. Toutefois, il n'en reste pas moins un des leurs, un de leurs proches. On sent bien qu'ils ne sont pas pour lui de mortels ennemis. Ils défendent — quoi qu'on en dise — la grandeur de la patrie

française. Il faut les mettre en garde contre leurs errements, il faut lutter contre eux, il faut aller jusqu'à condamner certains de leurs procédés. Mais ils sont tout de même Français...

Lisez donc le spirituel pamphlet pétillant de cynisme de Marcel Sembat : *Faites un roi*. C'est là ce qui a été écrit de plus caractéristique, de plus typique au sujet de la guerre et de la paix par les socialistes français de la dernière formation — de cette formation qui a conduit les socialistes français à « l'union sacrée » avec leurs impérialistes. Sembat savait pertinemment en 1913 vers quoi les impérialistes français orientaient leur action.

« J'étais, dit-il, bien placé, j'avais une place excellente, un observatoire parfait : la Commission du budget », et les autres commissions du parlement français, dont Sembat était membre. Il connaît parfaitement non seulement la ligne politique, le programme, les intrigues diplomatiques du groupe dirigeant, mais encore les particularités de chacun de ses membres influents. Lorsque, à larges traits, presque en artiste, il esquisse des portraits, tous ces Cailiaux, ces Delcassé, ces Clemenceau, ces Viviani s'agitent devant vous comme s'ils étaient vivants. On se sent pénétré de l'esprit de ce socialisme français.

Que la guerre fût inévitable — et précisément pour les colonies, pour les « sphères d'influence », en un mot pour l'impérialisme — c'est ce que Sembat avait parfaitement entrevu. Tous le savaient. Léon Daudet le criait dans son livre *L'avant-guerre*.

« Le système actuel des alliances ne garantit pas la paix, il mène à la guerre », écrivait Sembat. Il reconnaît sans peine que la différence entre la guerre offensive et défensive n'a plus aucun sens. On dit qu'il ne faut soutenir que la guerre défensive. « Mais la guerre défensive est une guerre tout aussi bien que la guerre offensive. Et la tendance à se défendre peut amener à ce qu'on commence par attaquer soi-même » (1).

« Mon ami Jaurès, entre autres, me dit souvent : « Vous exagérez le danger ; il ne faut pas croire que la guerre viendra nécessairement et inéluctablement ; chaque année, la paix se consolide et les chances de guerre diminuent ». Sembat considérait les choses plus froidement et ne le croyait pas. Il se gaussait des rêves pacifistes. « Cher Normann Angell, écrivait-il au pacifiste anglais bien connu, votre livre est intéressant, vos intentions louables. Mais pourquoi donc n'a-t-il pas empêché la guerre des Balkans ? Vous êtes aveuglé par une grande illusion » (257).

Les leaders de la bourgeoisie veulent la guerre et elle se produira. Symptôme remarquable !... Au sein de la classe ouvrière, la partie la plus consciente et la plus active est l'adversaire le plus opiniâtre de la guerre. Par contre, au sein de la bourgeoisie, sa fraction la plus éclairée se drape souvent dans des attitudes des plus patriotiques et des plus généreuses (258).

Ainsi écrivait Sembat en 1913. A l'heure présente,

(1) Le livre de Zinoviev a été écrit en 1915. — (N.D. I.R.)

(2) Marcel Sembat, *Faites un roi, sinon faites la paix*. (Paris, Eugène Figuière et Cie, p. 90, 91).

la fraction la plus « éclairée » de la bourgeoisie a réalisé son plan, et M. Sembat, fort à regret, a cru devoir apprécier tout autrement les travailleurs qui contrecarrent ce plan...

La réciprocité des rapports entre la Russie et la France rappelle à Marcel Sembat une farce italienne: le personnage auquel son collègue soulage convenablement les poches, tape sur l'épaule de celui-ci avec bonhomie et lui murmure : « Ce n'est rien, je suis ton protecteur ».

Je n'ai jamais pu comprendre ceux de nos publicistes qui nous ont attribué le rôle d'alliés naturels des Slaves. Il me semble que jusqu'alors la civilisation européenne a été le fait commun des Français, des Allemands, des Anglais, des Italiens et que la victoire des Slaves, la suprématie des peuples slaves, l'hégémonie de la Russie ne pourraient que la compromettre. Nous unir à eux (aux Russes) pour écraser les Allemands ou pour les courber sous le joug — joug sous lequel nous-mêmes en pareil cas ne tarderions pas à tomber — ce serait vouloir montrer à l'univers entier la France collaborant avec la barbarie contre la civilisation (218).

Sembat rappelle l'exemple du roi François I^{er} qui, en son temps, n'avait pas hésité à lancer les hordes turques contre Vienne et qui disait alors « avoir lancé ses chiens » contre l'Autriche. Et Sembat d'interroger : « Est-il possible que nous en soyons revenus à des temps semblables ? Toutefois on ignore encore qui des deux tient l'autre en laisse... « Il fut un temps où Sembat appréciait de même bien autrement qu'en 1914-1916 l'Alliance franco-anglaise. « Appelez-vous Fachoda ! » s'écriait Sembat en 1913. « Souvenez-vous de l'affaire Marchand, souvenez-vous des larmes de Delcassé !... Il n'est pas écrit que nous devons nous battre pour la seule satisfaction de ces messieurs (les Anglais), tandis qu'ils se tiendront à distance convenable » (220).

Sembat ne voulait pas la guerre, bien qu'il sût que la conflagration européenne approchait irrésistiblement. En général, il ne la voulait pas à cause de toutes ses horreurs, et surtout, peut-être, parce qu'elle lui apparaissait grosse de désastres pour sa patrie. Dès lors, on comprend pourquoi il ne tarissait pas de sarcasmes amers à l'adresse de ceux qui, par leur politique, rendaient la guerre inévitable.

Lorsque Vaillant me dit au moment de la guerre russo-japonaise : Delcassé veut en dépit de notre volonté nous entraîner aux côtés de la Russie, tandis que l'Angleterre a partie liée avec le Japon... Quand on me parle d'une guerre imminente... quand je songe aux « perspectives » d'une guerre européenne... je suis près de crier : « Oh ! misérables ! Brigands ! Idiots ! Bandits ! La guerre ? Mais c'est le retour à la barbarie !... La guerre c'est la négation de la liberté, la négation de la justice ! » (259-260).

Mais que faire pour lutter contre la guerre ? Sembat ne croit pas à la lutte révolutionnaire. Lorsqu'il entend Vaillant faire le serment d'Annibal : « *Plutôt l'insurrection que la guerre* », il ne peut retenir un léger sourire de scepticisme. Il considère Vaillant (et dans une certaine mesure Jaurès) comme de grands enfants, et du haut de sa maturité s'étonne que des hommes faits puissent croire à de pareilles sornettes.

Son parti mène à grands coups de tam-tam une agitation intense contre la guerre qui s'annonce. Sembat reste aussi froid que la glace. Il administre à ses camarades trop épris de pacifisme, des douches froides; parfois même, il les raille avec mépris.

Rapprochons-nous de la tribune, écoutons ce qui s'y dit... Tout le prolétariat comme un seul homme ! Plutôt l'insurrection que la guerre... La presse c'est le poison des esprits... Les complots des capitalistes... Le Creusot... Les fabricants de plaques blindées... A la violence des capitalistes opposons la résistance des travailleurs...

Que de cris ! Les voix défaillent, on s'époumonne... Citoyens, nous sommes tous contre la guerre, contre toute guerre ! Guerre à la guerre ! (106).

Combien chez l'homme qui écrit ces lignes goguenardes peut-il y avoir de souverain mépris pour ces travailleurs, pour ceux qui ajoutent foi à ce que leur dit leur propre parti !...

Sembat lui-même n'en croit absolument rien.

...La grève générale ? Oui ! Les syndicalistes l'ont votée ! Ils livreront bataille !... Insurrection ? Barricades ? Oui ! Dans la banlieue ouvrière le mouvement se déclanchera, surtout si le peuple a l'impression que nous sommes les assaillants et que nous avons provoqué la guerre.

Mais... si nous sommes les provoqués ? Si de vive force Guillaume nous attaque ?

Les socialistes allemands seront à leur poste pour frapper un grand coup ? C'est une phrase bonne à lancer à la tête d'un adversaire... Mais qu'est-ce qui adviendra si chez les socialistes allemands comme chez nous-mêmes, il y a plus de bonne volonté que de force ? Qu'est-ce qui adviendra s'ils ne peuvent empêcher l'agression... La presse chauvine des deux côtés de la frontière est diablement rusée, quand il s'agit de brouiller les cartes. (*Ce qui est vrai, est vrai !* — G. Z.).

Et quoi donc ? Dès que l'affaire de Tripoli a commencé, n'avons-nous pas assisté à une véritable explosion de folie ? Et rien à faire ! Tout le peuple marchait pour la guerre. Le parti socialiste ? Les syndicats ? Un petit nombre de braves gens qui avaient élaboré des résolutions et qu'on prit si peu au sérieux qu'on ne les mit pas même en prison (109).

...Quoi donc ? rédiger des appels, des articles, noircir de nouveaux papiers ? Des papiers écrits par des hommes à qui le courage manque pour tout dire et qui sont lus par d'autres qui n'osent pas tout s'assimiler !... (110).

Pour un homme qui ne craint pas de raisonner ainsi, il est clair que toutes les décisions des congrès socialistes français et internationaux sont de la « phraséologie » creuse et des « chiffons de papier ». Et sous ce rapport, Sembat n'était pas le seul parmi les leaders opportunistes de la II^e Internationale. Lorsqu'il leur arrivait de rédiger une solennelle résolution, ils se considéraient les uns les autres le plus souvent comme des augures.

« Les belles journées de Bâle où, devant l'antique cathédrale, les foules acclamaient le défilé solennel de l'Internationale ! », rappelle Sembat.

Mais pour lui ce n'est rien de plus que le souvenir platonique d'un beau spectacle.

Jamais il ne prit au sérieux les promesses faites au congrès de Bâle en 1912. Et il savait bien que les opportunistes de ce côté du Rhin ne s'en souciaient, eux aussi, que fort peu. Est-il étonnant dès lors, ainsi que le raconte lui-même Sembat, que les bourgeois français s'en moquèrent et se gaussèrent de ce congrès, qu'ils appelèrent « le grand Pardon de Bâle » (121).

On me rappelle qu'au moment de la crise marocaine, 300.000 ouvriers berlinois réunis au parc Treptow, crièrent : *A bas la guerre*. Mais combien de ces trois cent mille consentiraient à laisser l'Allemagne sans défense sous les coups des chauvins (français) ? Pas un ! Et c'est parfait ! Bravo ! Je les en félicite ! nous aussi n'entendons pas livrer l'Allemagne aux pangermanistes (122).

Où donc est l'issue ?

Chez Sembat, il n'y en a pas. Fort justement, il nous a parlé lui-même de la « ruse diabolique » dont on use pour tromper le peuple des deux côtés de la frontière, et de la façon dont on brouille les cartes pour masquer la guerre impérialiste sous le prétexte de guerre du « droit » et de défense. Mais que faire ? Il ne croit pas en la lutte révolutionnaire des masses. Aussi conclut-il avec la résignation d'un fataliste :

Il en résulte qu'il ne convient pas plus de compter sur nous, socialistes, que sur les pacifistes, pour le maintien... de la paix en Europe (123).

Où donc chercher le salut de l'homme qui ne veut pas la guerre, mais qui ne croit pas à l'action révolutionnaire des masses ? Dans les projets des cours d'arbitrage ou de limitation volontaire des armements ? Bien sûr, Sembat ne serait pas loin de nous le proposer. Mais il est trop réaliste pour ajouter foi sérieusement à ces projets.

Clemenceau — dit-il — fait judicieusement remarquer dans *l'Homme libre* que deux États qui se battraient demain ne peuvent pas tomber d'accord aujourd'hui sur la limitation de leurs chances de succès — car c'est bien à cela que se réduit la limitation des armements (226).

Sembat sait bien que ce n'est pas avec de bonnes paroles qu'il convaincra Clemenceau et ses rivaux de la nécessité d'interrompre la course aux armements. Il ne lui reste plus qu'un moyen : le convaincre — nous ne parlons pas, bien entendu, du Clemenceau individuel, mais du Clemenceau collectif, de la haute finance qui gouverne la France — que ses propres intérêts exigent présentement une paix solide avec les impérialistes d'Allemagne, et que ses propres appétits seront bien mieux satisfaits par une alliance avec ce maudit Guillaume. Sur ce terrain — glissant, hélas ! et combien stérile — Sembat s'engage avec tout son programme « pratique ». Ce programme est on ne peut plus simple. Il s'agit de convaincre les intéressés que l'alliance avec l'Allemagne impérialiste ne sera pas sans avantages pour le Capital français.

Mais... et l'Angleterre ? Ce n'est un secret pour personne que la première condition de son alliance avec la France fut la lutte contre l'Allemagne. L'Égypte pour le Maroc ! Cette formule n'est-elle pas dirigée directement contre l'impérialisme allemand ?

Ces obstacles, Sembat les écarte de sa route à l'aide d'un argument vraiment trop enfantin. « En ce qui concerne les Anglais, les plus sages d'entre eux désirent ardemment un accord de l'Angleterre avec la France et l'Allemagne » (220). On voudrait connaître ceux que Sembat considère comme les plus « sages » parmi les Anglais. Mais il n'est pas douteux que les impérialistes anglais, qui en fait gouvernent l'Angleterre, aient eu surtout besoin de l'accord franco-anglais — aussi bien que de la Triple-Entente — comme d'un levier contre l'impérialisme allemand.

Après avoir écarté (sur le papier) de si simple façon le principal obstacle, Sembat se met en devoir de démontrer tout le profit qui résulterait d'un accord avec l'Allemagne... du point de vue français.

Qui ne sait — écrit Sembat — qu'au cours de longues années tous les efforts de l'Allemagne et du kaiser visèrent à un rapprochement avec nous ? Il ne dépendait que de nous de l'accepter. Nous l'avons reje-

té avec dédain. Nous crûmes plus à propos, plus sensé, plus savoureux de plaisanter de ces avances qu'il (Guillaume II) ne nous ménageait pas (180-181).

C'est incontestablement vrai. Sembat a raison. Il fut un temps où l'impérialisme allemand aspirait ardemment aux embrassements des capitalistes français. Les capitalistes allemands avaient le plus grand besoin du capital français. Précisément d'ailleurs pour lutter contre l'impérialisme anglais. A un certain moment, les gentlemen de l'impérialisme franco-allemand se faisaient si pressants auprès de la belle France capitaliste, qu'ils ne lui donnaient pas même le temps de reprendre haleine. Sembat propose de trancher très simplement la question : donner simultanément main et cœur aux deux prétendants. Mais sans parler des principes les plus élémentaires de morale et de droit qui, au dire de G. Plekhanov, inspirent les diplomates de certains pays, pareille solution n'était guère possible sans l'acquiescement des deux prétendants.

Mais Sembat ne cesse pas de presser la belle France récalcitrante.

On m'objectera, sans doute : Mais il ne vous est donc pas venu à l'idée que les Allemands exigeront l'admission de leurs valeurs à la bourse française !

Certes je ne suis pas sans y avoir pensé... C'est exact, les Allemands ne manqueront pas de l'exiger... Mais cette perspective ne saurait m'épouvanter, et l'ouverture du marché français aux valeurs allemandes, suscite bien moins d'alarmes que l'émigration systématique de nos capitaux à l'étranger (202).

Sembat redoute moins l'admission des valeurs allemandes à la bourse de Paris, que l'émigration des capitaux français à l'étranger. La première alternative ne « l'épouvante pas », la seconde n'a pas le don de lui plaire ! C'est affaire de goût, citoyen Sembat ! L'émigration des capitaux à l'étranger ne vous plaît pas. Mais pour les impérialistes de tous les pays, et notamment pour les impérialistes français, c'est l'alpha et l'oméga de toute leur politique. Et sachez bien que ce sont eux qui décident de leurs affaires, et non vous ; et après que vous-mêmes avez exclu toute idée d'intervention sérieuse de la classe ouvrière et que les impérialistes peuvent en toute liberté agir à leur guise, avouez donc... qu'il est naïf d'apprendre aux requins de la finance que l'admission des valeurs allemandes à la bourse française leur serait une source de profits, et que le placement des capitaux à l'étranger, qui leur rapporte des bénéfices inouïs et leur fait entrevoir nombre d'avantages politiques, ne peut leur être d'aucun profit...

« Accord franco-allemand et établissement d'une paix solide ». Ce programme « nous est dicté par l'unique souci d'éviter la guerre qui s'annonce » (280). C'est ainsi que continue Sembat. Mais du fait que les impérialistes français n'ont nullement le désir d'éviter l'inévitable, et que les arguments de Sembat n'ont pas le don de les convaincre, il ne lui reste plus qu'à recourir au dernier moyen. Il cherche à les épouvanter par l'idée qu'il sera bientôt trop tard et qu'il leur faudra se repentir.

L'Allemagne d'aujourd'hui (1913) peut encore trouver grand intérêt à nous avoir pour amis fidèles. Celle de demain pourra trouver plus d'intérêt à nous transformer en objet d'exploitation facile qu'à solliciter une alliance avec nous. Nous n'avons que trop perdu de temps. Nous n'en perdrons pas davantage ! Si le rapprochement nécessaire avait été réalisé 10 ans plus tôt... c'est avec la plus grande satisfaction et la plus

profonde reconnaissance qu'on nous eût accueillis. Il ne dépendait que de nous de jouer un rôle énorme dans cette puissante combinaison diplomatique, d'une force incomparable, qui n'eût pas manqué de résulter d'une alliance intime entre la France et l'Allemagne... La situation n'est déjà plus la même... Certes nous n'entendons pas exagérer. La France peut être encore, pour l'Allemagne, d'une importance de premier ordre : l'union des forces des deux pays créerait une supériorité militaire incontestable, qui confirmerait d'emblée l'hégémonie de l'Europe Occidentale ; il s'ensuivrait un accroissement considérable de capitaux, qui augmenterait le crédit de l'Allemagne et lui assurerait une base solide ; de plus, devant les entreprises allemandes s'ouvriraient d'immenses débouchés coloniaux...

Et nous ? Que recevrons-nous en échange ? Que gagnerions-nous à cette alliance ? Que devrions-nous en attendre ?

De grâce, rassurez-vous ? *Aujourd'hui, nous pouvons encore proposer cela. Prenons garde que demain nous ne nous jugions plus même en état de le prendre par force.* Nous éviterons, à tout prix, d'exiger de l'Allemagne ce qu'elle ne peut pas nous donner. Elle ne peut pas nous donner l'Alsace-Lorraine... nous n'exigerons pas l'impossible : cette modestie nous aidera à garder tout ce qui est possible.

L'unique résultat pour la France d'un accord franco-allemand doit être l'affermissement de la paix européenne et dans l'avenir la possibilité de se développer librement et d'exercer une influence légale dans une Europe occidentale consolidée (p. 211 à 213).

Où trouver, dans tous ces raisonnements de Sembat, ne serait-ce que l'ombre d'une politique de principes socialistes ? A coup sûr, nulle part. Son programme se borne à recommander aux impérialistes français de se contenter de ce qu'ils ont déjà et de ne pas se mettre en quête de nouveauté. Est-ce que les colonies nous manquent ? s'écrie Sembat. Du moment qu'il faut nous assurer de la paix, d'une « influence légale » et d'un « libre développement », Seigneur, faites que nos désirs soient exaucés ! C'est tout ce dont nous avons besoin. Pourquoi donc nous attirer encore des déboires par de nouvelles conquêtes ?...

Au fond, il ne s'agit ici, entre Sembat et les impérialistes français, que d'une querelle sur une question de fait. Et il est bien probable, qu'en la matière, les impérialistes ont plus raison que Sembat. Il est très possible que la vérité fût de leur côté, lorsqu'ils affirmaient que, rien que pour garder les colonies « bien acquises », et les sphères d'influence, la guerre avec l'Allemagne était inévitable. En ce sens, les impérialistes étaient aussi partisans de la guerre « défensive ». Aussi ne manquaient-ils pas de répondre à Sembat et à ses disciples : Messieurs, nos désaccords ne sont pas si grands que vous admettiez vous-mêmes la guerre « défensive »...

Sembat exhorte les dirigeants français à renoncer définitivement à l'idée d'un retour de l'Alsace-Lorraine. L'Allemagne, dit-il, ne la rendra jamais. Pour l'Allemagne, la question de l'Alsace-Lorraine n'existe déjà plus, en ce sens que la population même de ces provinces s'est fondue dans l'Etat allemand. L'Alsace-Lorraine ne veut obtenir au maximum que l'autonomie. L'Alsace-Lorraine aux Alsaciens-Lorrains ! Tel est le cri le plus populaire. Et « nous » n'avons pas besoin d'obtenir de l'Allemagne le retour de ces provinces (161-163) — déclare Sembat, auquel peu s'en faut que les larmes ne montent aux yeux. Mais ici encore il n'a pas le moindre succès. Ne savez-vous pas, cher monsieur Sembat, que, pour nous, il s'agit moins de l'Alsace-Lorraine que des colo-

nies ? lui répond-on Et par quel moyen les garder, si l'Allemagne n'entend pas tolérer notre puissance coloniale actuelle ?... Ce à quoi Sembat et ses disciples, tant ils étaient restés sur le même terrain, ne trouvèrent rien à répondre. Dès ce moment ils étaient déjà prisonniers de l'impérialisme.

Personne ne connaît mieux la vraie physionomie des magnats du capital, que Sembat. Ce n'est pas pour rien qu'il fut « bien placé »...

Ces grosses compagnies, écrit-il, ne sont pas longues à se convaincre qu'il est infiniment plus profitable d'exploiter l'Etat que des territoires lointains, que, de la faiblesse des ministres, on peut pressurer plus d'or que des contrées pacifiées de l'Afrique (36). Les ministres passent, les compagnies (financières) demeurent.

L'histoire financière contemporaine de la France — si elle était jamais sincèrement écrite — serait faite de l'histoire d'une foule de pillages particuliers, comme la mise à sac d'une ville conquise.

C'est la mise à sac d'une nation sans cervelle par des financiers habiles. Voyons ce qui se passe, quand l'Etat français a en face de lui, non plus des nationaux, mais des gouvernements étrangers.

Les louches trafics, les enchères et les surenchères, entre les impérialistes des différents pays, n'avaient pas échappé au regard de Sembat. Il sait qu'au moment du conflit marocain la question se posait ainsi : l'Espagne marchera-t-elle pour ou contre « nous » ? Delcassé trancha la question en proposant à l'Espagne un copieux morceau du Maroc avec promesse de notre appui amical et de notre aide militaire et financière (49). Il savait que parler de paix et en même temps — pour s'exprimer comme les diplomates — vouloir modifier le « statu quo » territorial sont deux choses contradictoires par nature (87). Comment voulez-vous, déclarait-il aux capitalistes, que les Allemands prennent au sérieux vos assurances pacifiques, lorsque nos plus farouches partisans de la revanche s'affirment aussi amis de la paix ? » (88).

Sembat connaissait bien tout cela. Et il le disait à la face des capitalistes français. Mais il était incapable d'en tirer une conclusion quelconque. Car il restait sur le terrain de la « défense de la patrie » ; il ne voyait aucune perspective « réelle », sauf un regroupement diplomatique quelconque, des impérialistes entre eux ; il ne croyait ni au socialisme, ni à la lutte révolutionnaire des masses. Dans cette situation, il ne lui restait plus qu'à épouvanter les capitalistes de sa patrie : « Faites un roi, sinon faites la paix ; trouvez un terrain d'entente avec l'Allemagne, sans quoi vous serez acculés à la guerre et, pour cela, il vous faudra rétablir la royauté en France... » Comme si la république des Briand, Millerand, Delcassé et Poincaré ne pouvait pas sans roi s'embarquer dans une guerre impérialiste ! Comme si les représentants de la finance avaient juré fidélité éternelle à l'idéal républicain ! Sembat déclare : « Le nationalisme intégral, c'est la monarchie ». Mais, tout d'abord, il s'en faut que tous les dirigeants « républicains » se fussent épouvanés de voir tourner ainsi les choses. Et en second lieu... en second lieu, les politiciens bourgeois influents savaient parfaitement que Sembat ne faisait « qu'agiter un épouvantail », mais qu'en réalité, le cas échéant, il se ferait le défenseur du « nationalisme intégral », ce qui d'ailleurs est arrivé.

Le livre de Sembat ne faisait rien prévoir de bon pour les destinées du socialisme français. Lorsqu'on le lit maintenant, après un an et demi de guerre, et non un an avant la déclaration de guerre, on voit qu'au fond il n'y a rien d'extraordinaire à ce que le socialisme français soit ce qu'il est en ce moment. Toute la politique du 4 août est à l'état embryonnaire dans ce livre, de la lecture duquel il ressort que, non seulement parmi les socialistes, mais parmi les anarchistes (246-249), cette politique avait mûri déjà bien avant la guerre — ce que les faits ont démontré.

Le parti socialiste préconisait la grève militaire. Vaillant et Keir Hardie avaient fait franchement des propositions en ce sens dans les congrès socialistes internationaux ; vers cette tactique penchait un leader aussi influent que Jaurès ; les syndicalistes prenaient des décisions sonores de grève générale ; le cri de Vaillant : « Plutôt l'insurrection ! » avait une répercussion de plus en plus forte. Et c'est à ce moment que Sembat leur déclare ouvertement : Toutes vos menaces ne sont que pure « gaminerie » (128) ; espérer arrêter la guerre qui approche, sans disposer pour cela de forces suffisantes, c'est tout simplement une « chimère ».

Et qu'est-ce que la réalité a démontré ? Que le véritable état de choses, le véritable état d'esprit de la majorité des leaders opportunistes et syndicalistes du mouvement ouvrier français n'étaient pas incarnés par Vaillant, ce révolutionnaire de vieille trempe, ni même par le véhément Jaurès, mais par le lucide, le blasé, le sceptique Sembat, rattaché par mille liens à l'idéologie bourgeoise. Voilà pourquoi son livre doit particulièrement attirer notre attention.

Jaurès et ses amis — et dans ce nombre Sembat — ne voulaient certainement pas aider les impérialistes à augmenter le poids du militarisme qui pesait déjà si lourdement sur les épaules des masses ouvrières. D'où leur lutte acharnée contre l'augmentation de la durée du service militaire. Mais le point vulnérable des jaressistes était leur opportunisme, leur incrédulité en la lutte révolutionnaire des masses, l'absence chez eux de toute perspective autre que celle d'un arrangement à l'amiable entre les impérialistes ennemis. Jaurès lui-même, en dépit de cette faiblesse organique de toute sa position n'en continuait pas moins d'enflammer le cœur des masses de haine pour l'impérialisme. Pour cela, on le détestait et on le craignait. Mais, sur l'épaule des opportunistes du type Sembat, la bourgeoisie tapait amicalement. Lorsque Sembat et ses parcs parlaient des « Etats-Unis d'Europe » (230), les madrés bourgeois sentaient bien que c'était là une simple boutade à laquelle Sembat lui-même n'ajoutait pas d'importance sérieuse. Un simple hommage à la tradition internationaliste ou, plus exactement, à la tradition pacifiste.

Discourez autant qu'il vous plaira sur les Etats-Unis d'Europe, sur le désarmement, sur les tribunaux d'arbitrage, sur les accords pacifiques, ce n'est pas dangereux. Seulement, continuez à traiter de « gaminerie » et de « chimère » la lutte des masses contre la guerre. Seulement, continuez à préconiser l'idée de la « défense de la patrie ». « Nous n'en demandons pas davantage.

Depuis longtemps, les plus intelligents des bour-

geois voient qu'en réalité Sembat est leur homme et que son livre même : *Faites un roi*, en fin de compte, n'a rien de bien terrible pour eux. Dans un spirituel article de Guy de Lubersac (*Revision et revisionnistes*) inséré dans dans l'*Echo de Paris* du 6 mai 1914 cette attitude de la bourgeoisie à l'égard des socialistes du type Sembat est mise tout particulièrement en relief.

J'ai l'impression, que lorsque Marcel Sembat veut chanter l'*Internationale*, ce sont le plus souvent les accents de la *Marseillaise* qui lui sortent de la gorge. Son style, sa mentalité, tout cela est trop français pour qu'il puisse en être autrement. Ce captivant démagogue est né sur la rive gauche du Rhin ; il se sent bien parmi nous, et il ne serait pas à sa place sous d'autres latitudes. Si les frontières n'existaient pas, il me semble qu'il serait au de ceux qui seraient capables de les imaginer... Je n'hésite pas à me déclarer un de ses admirateurs.

Vous vous souvenez de son livre : *Faites un roi, sinon faites la paix*, qui vient d'atteindre sa première année ? Je ne connais pas de satire qui cingle avec autant de causticité le régime contemporain... Mais soudain Sembat s'est encore rappelé qu'il appartient à l'école de Jaurès et, dans la deuxième partie de son livre, il nous expose un plan d'alliance avec les Teutons, qui provoque chez nous un grincement de dents. Que faire avec Sembat ? Il souffre de l'appendicite de l'internationalisme et il ne trouve pas un moment libre pour se faire opérer. Dix jours de clinique, une petite incision du ventre, et je vous garantis, citoyen Sembat, une santé florissante (1) !

Comme parfois MM. les bourgeois apprécient justement la situation. C'est positivement stupéfiant ! Depuis des années, les jaressistes mènent une tapageuse agitation « internationaliste », et au Parlement et dans le pays, et dans l'*Internationale*. A grand fracas, ils insistent pour qu'en cas de guerre, les ouvriers répondent par la grève générale. Mais la bourgeoisie est bien tranquille. Oh ! elle les connaît ces socialistes. Comment donc, s'irriter... et de quoi ? Une légère appendicite, ce n'est pas grave. En dix jours nous guéririons ce mal. Et voilà comment politiciens et prosateurs de la bourgeoisie se moquent du socialisme.

Mais qu'est-ce à dire ? Sacrebleu ! Ils avaient raison. Des événements décisifs ont surgi. Et dix jours même ne se sont pas écoulés, que l'opération des petits et des grands Sembat, réclamée par les impérialistes, s'est terminée de la manière la plus indolore et la plus heureuse... (pour la bourgeoisie !)

Se résigner à l'état de choses actuel signifierait consentir à occuper une place d'Etat de second ordre. Ce ne serait pas qu'un coup porté à notre fierté, non, mais ce serait tuer notre commerce, notre courage ; ce serait ravaler notre niveau intellectuel à ce degré d'idéologie chevaleresque que M. Sembat veut imposer à notre pays. Il est suffisant d'avoir, au cours de 40 ans, apporté sur l'autel de la paix plus de sang que nous en eût coûté une centaine de grandes défaites... Exiger une entente avec l'Allemagne sur la base de notre renoncement à l'Alsace-Lorraine, mais ce serait la capitulation du vain devant le géant !

C'est ainsi que le journal *La France* (Editorial) parlait du livre de Sembat. Et maintenant... maintenant, autres temps, autres chansons... Sembat est, présentement, ministre de la république française et le meilleur ami de Briand. Aujourd'hui c'est l'ère de « l'Union sacrée ».

G. ZINOVIEV.

(1) *Revision et revisionnistes*, Guy de Lubersac. (*L'Echo de Paris*, n° 10859.)

La Russie Soviétiste et les Nationalités

A l'occasion du 8^e Congrès panrusse des Soviets, le Commissariat des Nationalités avait convoqué, le 18 décembre 1920, une conférence de tous les représentants des Républiques et Territoires autonomes de la Fédération Soviétiste, ainsi que des présidents des Sections Nationales récemment organisées auprès des Comités Exécutifs Provinciaux. Nous donnons ci-dessous le discours prononcé par Kamenev, au nom du Comité Central du Parti Communiste, à cette Conférence.

Notre politique dans la question nationale a été déterminée par deux principes : le premier, c'est que le prolétariat, se trouvant pour la première fois au pouvoir dans un grand pays, est obligé de mettre en pratique le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes.

Vous le savez : le droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes a réglé notre politique durant ces trois années ; ce ne sont pas des phrases qui témoignent de la sincérité du gouvernement soviétiste, ce sont les seize territoires et Républiques autonomes érigés sur le sol de la Fédération soviétiste.

Mais en même temps, camarades, nous demeurons communistes ; nous savons que notre but consiste à grouper les masses laborieuses du monde entier en une grande association économique socialiste. Pour nous, le droit des nationalités, l'autonomie, la fédération et l'indépendance, ne sont que des étapes menant à la fraternité universelle des travailleurs et à des formes sociales répondant aux nouvelles relations communistes qui résulteront de la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Le second principe qui a dirigé notre politique nationale est que nous avons voulu ne pas nous borner à proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais encore édifier un système assurant le maximum d'unité désirable et permettant la lutte en commun contre l'impérialisme. Nous trouvons aujourd'hui dans la Russie soviétiste bien des degrés divers de fédération. Au cours de la lutte, nous avons été amenés à créer des types différents de liaison entre les nationalités, mais tous relèvent d'une idée commune : unir le plus étroitement possible tous les territoires nationaux pour la lutte commune contre l'impérialisme.

Une des formes qu'a prise la solution du problème est l'autonomie, c'est-à-dire la constitution de territoires autonomes constituant chacun un tout national. Cette solution est la conséquence naturelle du fait que nous marchons au communisme avec des éléments non homogènes. Nous avons des recrues qui se trouvent à différents degrés de préparation, et cette différence à l'intérieur de nos propres rangs a trouvé précisément son expression dans la forme de l'autonomie. La Révolution de novembre a dû accomplir un grand travail préalable consistant à balayer les vieilles survivances patriarcales ou féodales qui se sont conservées dans les régions retardataires. Si nous considérons quelle était la classe dirigeante dans

telle ou telle de ces régions, nous y trouvons des survivances frappantes du régime patriarcal, féodal, en un mot du régime moyenâgeux, et la première chose qu'a dû faire le pouvoir des Soviets a été d'anéantir ces survivances.

Nous devons avouer que cette tâche, dans sa plus grande partie, n'est pas encore achevée. Et là où domine encore l'ancien régime social, là où règne encore la période agricole et où l'industrie est absente, nous rencontrons nécessairement, comme un accessoire perpétuel de ce régime, la domination du mulla et du chaman. En d'autres termes, l'esclavage moral complète les forces élémentaires de l'esclavage économique, toutes choses qui n'ont pas existé à Pétrograd et à Moscou, où la lutte contre l'influence du clergé n'a joué aucun rôle.

C'est pourquoi ce serait une profonde erreur pour des communistes de ne pas comprendre que des méthodes différentes doivent être appliquées à des régions et à des états sociaux ou économiques différents, et de vouloir transporter partout des méthodes qui sont à leur place, qui sont nécessaires et justes dans les parties de notre pays qui ont déjà été à l'école du capitalisme.

L'erreur consisterait à essayer d'introduire directement le communisme pur avant d'avoir supprimé les débris de la domination du capital usuraire, suite fatale de l'esclavage agraire et caractéristique générale de l'état social et politique des provinces retardataires, avant d'avoir détruit les restes du moyen âge en la personne des propriétaires, du clergé et des usuriers. Ce serait là une erreur qui risquerait d'avoir les plus fâcheuses conséquences. Nous ne devons pas oublier un seul moment que la lutte contre le capitalisme patriarcal qui existe là-bas doit être menée avec les méthodes propres à chaque peuple, c'est-à-dire dans sa langue nationale, et en s'efforçant d'élever le niveau de culture des masses laborieuses.

Nous savons fort bien que beaucoup de ces nationalités possèdent une culture supérieure à la culture moyenne des provinces grand-russiennes, mais que leur développement naturel a été arrêté par le tsarisme et sa police ; c'est d'ailleurs là la pratique générale de tout impérialisme. Cet arrêt artificiel est pour nous le fait dont nous devons partir.

Nous devons bâtir toute notre politique de telle sorte que l'adhésion des régions retardataires à notre prolétariat plus avancé se fasse sans douleur, par la voie naturelle, et s'appuie de préférence sur les forces locales et sur les procédés locaux. Voilà pourquoi l'autonomie n'est pas pour nous un vain mot ni une simple transition. L'autonomie, en tant que forme politique permettant de faire entrer dans la vie politique et économique des millions de travailleurs, est pour nous un élément aussi indispensable que tous les autres articles de notre programme. C'est la base de notre politique nationale, et si nous ne lui accordions pas l'importance qu'elle mérite, nous nous exposerions à un échec.

Nous assistons à ce phénomène d'une portée immense qu'est l'affranchissement de millions d'hommes échappant aux formes primitives de la servitude. Ce processus donne naissance à toutes sortes de groupements nationaux-démocratiques,

Ce serait un crime d'oublier que ces groupements sont bourgeois, d'oublier que le mieux qu'ils puissent faire, avec les meilleures intentions c'est de faire sortir leur pays d'un esclavage pour le faire tomber dans un autre, en recherchant des protecteurs plus puissants.

Aussi le pouvoir des Soviets se propose-t-il de recruter dans ces groupements les éléments vraiment communistes. Nous n'ignorons pas qu'ils sont peu nombreux ; nous savons également que bien des démocrates nationaux, parce qu'ils veulent combattre les baks, les khans, l'Angleterre ou la France, se disent communistes. Mais rechercher dans ce mouvement national-démocratique le premier embryon d'un véritable Parti prolétarien et communiste, voilà le but que se propose le Parti Communiste.

Or, ce résultat ne pourra être obtenu que le jour où la question des nationalités sera résolue, et où les masses se convaincront que le Parti Communiste a pour but unique dans cette question de satisfaire tous leurs droits légitimes. A ce moment seulement, rencontrant les nationaux-démocrates, nous leur demanderons : « Etes-vous disposés à aller plus loin, à marcher avec nous pour la défense de la République communiste fédérative contre les impérialistes ? » Alors commencera la scission fatale et définitive. Alors il apparaîtra que la libération intégrale détruisant tous les anciens préjugés, toutes les survivances moyenâgeuses, la véritable autonomie, la véritable indépendance, la véritable culture nationale, ne sont pas possibles dans un régime capitaliste. C'est là que le vrai communiste se distinguera du national-démocrate, qui, avec son étroitesse bourgeoise, pense pouvoir défendre ses intérêts sans s'engager dans la lutte internationale.

Nous sommes les premiers à réaliser, sur une

immense étendue de territoire, une forme d'association pacifique et fraternelle groupant les travailleurs de diverses nationalités. Là, comme dans les autres domaines, toutes les questions sont loin d'être résolues ; nous nous acharnons seulement à les résoudre et nous ne sommes pas sans nous tromper quelquefois ; mais ce qui est essentiel, c'est que, dès le début, nous ayons une ligne de conduite juste et que nous précisions déjà dans les populations prolétariennes locales les groupements de véritables communistes qui pourront réaliser cette politique d'union. Nous estimons que là nous avons déjà réussi.

Au cours de la guerre civile, pendant ces trois ans, nous avons pu nous tâter les uns les autres, comprendre où sont nos ennemis et où sont nos amis. Les forces locales ont eu l'occasion de se montrer, et déjà il s'est constitué certains groupes qui peuvent se charger de cette tâche complexe et difficile.

Nous sommes devenus un centre d'attraction pour des millions d'Hindous, de Chinois et d'autres nationalités opprimées dont auparavant nul ne tenait aucun compte. Ces peuples avaient besoin d'un chef, et ce chef s'est trouvé en la personne de la Russie soviétiste. Voilà pourquoi nos ennemis de classe surveillent la façon dont nous résolvons le problème national, espérant qu'il sera pour nous la pierre d'achoppement. Mais nous sommes regardés aussi par tous les peuples opprimés, qui sentent que leur salut unique est de se grouper autour des prolétaires de Russie. La question nationale est d'une importance telle que nous l'avons mise à l'ordre du jour du prochain Congrès de notre Parti, afin de tirer les leçons fournies par notre expérience.

M. KAMENEV.

Comité de la 3^e Internationale

Au cours de son assemblée plénière du 18 février, le Comité de la 3^e Internationale a adopté les statuts ci-dessous qui le régiront désormais.

Préambule

Le Comité de la 3^e Internationale, considérant que les événements l'amènent pour la seconde fois depuis sa fondation (1915) à mettre sa charte fondamentale en harmonie avec la situation, rappelle :

Qu'il fut créé, sous le titre de : *Comité pour la reprise des relations internationales* pour rétablir en France et développer les principes de lutte de classe du socialisme révolutionnaire abandonnés pendant la guerre et remis en vigueur à Zimmerwald et à Kienthal ;

Que le 8 mai 1919, estimant que la 3^e Internationale pouvait seule continuer l'œuvre commencée à Zimmerwald, il décidait de confirmer son adhésion à cette organisation et de se transformer en *Comité de la 3^e Internationale*.

Le but du Comité était d'amener l'ensemble des organisations ouvrières, socialistes, communistes et révolutionnaires à rejoindre la 3^e Internationale et de propager parmi les masses et les organisations prolétariennes les principes communistes.

Considérant, en outre, d'une part la création et le développement rapide des comités syndicalistes révolutionnaires (C.S.R.) favorables à l'Internatio-

nale syndicale de Moscou et disposés à collaborer étroitement avec un parti vraiment communiste et révolutionnaire ;

D'autre part, les résultats du Congrès de Tours et l'adhésion du parti socialiste à la 3^e Internationale,

Le Comité décide, tout en conservant son titre, d'adapter son effort à la situation nouvelle ainsi créée et adopte les statuts ci-dessous :

STATUTS

ARTICLE PREMIER. — Le Comité de la 3^e Internationale, conformément à sa déclaration votée en séance plénière le 7 janvier 1921, se propose d'agir, en sorte que les engagements pris par le Parti au Congrès de Tours soient tenus et que s'achève le plus rapidement possible la transformation du Parti Socialiste en un véritable Parti Communiste. Il stimulera la vigueur de l'action du Parti ; il appliquera sa vigilance à faire que la pratique communiste corresponde à la théorie et répondra par un redoublement d'activité à toute défaillance possible. Ses membres donneront l'exemple du dévouement, de l'assiduité au travail du Parti. Ils seront au premier rang des volontaires en toutes circonstances.

Le Comité contribuera pour sa part à l'action entreprise par le Parti pour répandre dans les syndicats les thèses communistes qui ont été ou

pourraient être adoptées par les congrès de l'Internationale Communiste. Pour réaliser cette partie de sa tâche il soutiendra l'action des comités syndicalistes révolutionnaires auxquels il fait une obligation à ses adhérents syndiqués d'appartenir. Tout membre du Comité a, en outre, le devoir d'adhérer à la Société Coopérative de sa région et au Cercle des Coopérateurs qui en dépend.

ART. II. — Tout membre du Comité est tenu d'appartenir au syndicat de sa profession affilié à la C.G.T.

Le Comité apprécie les raisons qui pourraient dispenser certains de ses adhérents de cette obligation, de même qu'il interpréterait le sens du premier alinéa du présent article dans les circonstances exceptionnelles, notamment en cas de scission dans la C.G.T.

ART. III. — Le Comité se compose de sections et d'adhérents individuels pour les localités où un groupement ne pourrait être constitué.

ART. IV. — Lorsque dans une localité le nombre des adhésions individuelles atteindra dix, les isolés devront obligatoirement se réunir pour fonder une section du Comité. Au-dessous de dix membres, la formation de la section est facultative. Nul ne peut adhérer comme membre individuel dans une localité où existe une section.

ART. V. — Les adhésions au Comité sont individuelles. Pour être admis comme membre tout postulant doit en faire la demande écrite et signée au secrétaire de la section à laquelle il désire appartenir et être présenté par deux membres du Comité. La section intéressée ne statue qu'après vérification sérieuse des renseignements qui lui sont fournis.

Toute demande d'adhésion doit mentionner que le postulant a pris connaissance des statuts du Comité et qu'il les accepte intégralement.

ART. VI. — Chaque adhérent est porteur d'une carte annuelle et devra acquitter une cotisation mensuelle perçue au moyen d'un timbre mobile.

Le prix de la carte et la cotisation mensuelle sont de 0,50 pour les adhérents individuels. Les cartes sont délivrées aux sections au prix de 0,30 et les timbres au prix de 0,25.

ART. VII. — Le siège central du Comité est à Paris.

ART. VIII. — Le Comité est administré par une commission exécutive de vingt membres élus par l'assemblée plénière du Comité pour une durée d'un an. Les membres sortants sont rééligibles. L'élection a lieu au scrutin de liste et à la majorité absolue. Les membres de la commission exécutive sont choisis parmi les adhérents qui ont la possibilité d'assister régulièrement aux séances.

Tout membre de la commission qui, sans excuse valable, manque à plus de trois séances consécutives de la commission ou ne fait acte de présence que très irrégulièrement et d'une façon qui rend sa collaboration inopérante est considéré comme démissionnaire. La commission pourvoit à son remplacement et soumet la nomination provisoire à la ratification de l'assemblée plénière qui suit sa décision.

Les membres du bureau et de la commission exécutive sont révocables par l'assemblée plénière sur demande de contrôle motivée et signée par cinq membres, et après avoir été entendus.

ART. IX. — La commission exécutive nomme son bureau composé d'un secrétaire, de deux secrétaires adjoints, et d'un trésorier.

ART. X. — L'assemblée plénière du Comité se

réunit ordinairement tous les mois à Paris sur convocation du secrétaire du Comité et extraordinairement toutes les fois que les circonstances l'exigent. L'assemblée plénière a tous les pouvoirs. Elle est composée des membres de la commission exécutive et d'un représentant de toutes les sections adhérentes au Comité. Chaque délégué dispose d'autant de voix que la section qu'il représente compte d'adhérents inscrits sur le dernier état du trésorier central.

ART. XI. — Les frais de représentation des sections à l'assemblée plénière sont, en principe, à la charge de la section. Toutefois, la commission exécutive peut, en certaines circonstances et en tenant compte des disponibilités financières, décider de faire participer la caisse du Comité à ces frais.

ART. XII. — Les adhérents du Comité, membres du Comité directeur du Parti, du groupe parlementaire communiste, du groupe communiste à l'Hôtel de Ville, et d'une façon générale des organisations centrales des groupements prolétaires peuvent assister avec voix consultative à toutes les séances de la commission exécutive du Comité. La C.E. peut autoriser un membre du Comité à assister aux réunions de cette commission avec voix consultative.

ART. XIII. — Les adhérents du Comité doivent observer dans l'application des décisions prises la plus stricte discipline. Ils s'engagent, sous peine de radiation, à défendre les résolutions du Comité au sein de leurs organisations respectives.

ART. XIV. — Les exclusions sont prononcées par les sections à la majorité des deux tiers des membres présents. Elles sont définitives si dans les trente jours les intéressés ne font pas appel à la réunion plénière qui prononcera en dernier ressort.

ART. XV. — La commission exécutive du Comité peut prendre l'initiative d'une exclusion sous réserve pour l'intéressé de son droit d'appel à la réunion plénière. En aucun cas le droit d'appel n'est suspensif.

NOTRE SOUSCRIPTION

41^e LISTE

Georges Lejeune, du P.C. et de l'A.R.A.C. (Maisons-Alfort), 5 francs. — Robert Parot, Sceaux, 3 fr. — Pour que le scrutin du 28 libère Lorient et Souvarine, 5 fr. — E. M., La Garenne, 2 fr. — Du faure, 1 fr. 50. — Liste n° 542, 18 fr. — Un communiste, 6 fr. — Martinet, Le Havre, 5 fr. — Pour une plus grande diffusion du *Bulletin*, 2 fr. 50. — Rollo, Lambazellec, 5 fr. — Baillon, 10 fr. — Citoyenne Baillon, 5 fr. — Un communiste belge, 1 fr. 75. — Supplément de commande de livres, A. C., 11 fr.

Total de la 41^e liste.....Fr. 80 75

Total des listes précédentes..... 11.780 »

Total général.....Fr. 11.860 75

Erratum. — C'est par erreur que la souscription du camarade René Meyer, du Vésinet, a été portée sur notre liste. La somme de 7 fr. 50 qu'il nous avait fait parvenir était destinée à la souscription en faveur du Parti. Nous avons transmis cette somme à l'*Humanité*.

La Vie Economique en Russie ^{21.}

Statistique du Mouvement Syndical Russe

Ce tableau donne les effectifs des fédérations professionnelles de Russie de 1917 à 1920. Ces chiffres sont incomplets, plusieurs provinces étant demeurées longtemps séparées de la Russie soviétiste.

PROVINCES	1 ^{er} Semestre 1917		2 ^e Semestre 1917		1 ^{er} Semestre 1918		2 ^e Semestre 1918		1 ^{er} Semestre 1919		1 ^{er} Semestre 1920	
	Nombre des Syndicats	Effectif	Nombre des Syndicats	Effectif	Nombre des Syndicats	Effectif	Nombre des Syndicats	Effectif	Nombre des Syndicats	Effectif	Nombre des Syndicats	Effectif
Arkhangelsk.	—	—	—	—	6	13.449	—	—	—	—	20	8.648
Astrakhan.	—	—	2	4.830	4	12.816	—	—	16	51.283	32	112.743
Briansk.	—	—	—	—	—	—	9	46.148	—	—	65	29.477
Vitebsk.	3	5.126	4	5.195	4	5.280	6	6.899	41	22.862	44	95.746
Vladimir.	4	5.066	14	22.610	42	121.914	53	136.819	59	143.209	166	113.743
Vologda.	3	527	4	697	6	787	28	7.600	17	16.562	143	114.027
Volhynie.	—	—	—	—	—	—	—	—	20	5.247	—	—
Voronéje.	7	549	13	5.961	23	15.348	35	27.166	103	49.888	—	81.790
Viatka.	11	13.308	15	13.635	21	18.303	23	27.100	35	28.775	191	138.618
Gomel.	—	—	1	60	3	441	4	477	22	9.064	152	137.779
Donetz.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	102.880
Don.	—	—	7	43.617	—	—	—	—	27	81.521	78	181.795
Ekaterinbourg.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73	188.437
Ekaterinoslavl.	6	22.145	15	7.093	17	72.378	18	86.950	44	120.671	61	120.237
Ienissei.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	635
Ivanovo-Voznesensk.	1	207	10	37.110	23	88.413	49	168.000	51	155.234	94	115.672
Irkoutsk.	—	—	—	—	20	7.150	20	7.150	—	—	120	6.287
Kazan.	9	25.903	10	27.792	11	30.642	12	43.308	13	56.099	108	150.022
Kalouga.	—	—	—	—	11	3.870	14	13.932	33	23.693	118	39.715
Kiev.	27	61.738	28	63.012	30	65.277	30	64.229	41	81.816	—	221.063
Kostroma.	16	16.488	18	20.202	26	27.012	29	28.645	32	27.313	133	43.154
Kouban—Mer Noire.	1	833	2	1.823	2	1.823	3	2.133	4	8.123	—	—
Koursk.	1	323	7	2.416	20	14.800	35	18.073	45	21.057	—	1.621
Minsk.	2	1.944	2	1.944	2	1.944	4	3.138	8	5.866	—	—
Moscou.	38	131.954	56	410.825	55	413.510	77	503.363	106	636.357	121	824.256
Nijni.	26	54.999	30	65.108	33	74.555	38	130.700	40	158.882	56	153.342
Novgorod.	7	1.640	9	5.336	9	5.429	11	5.830	15	7.234	7	6.557
Commune allemande.	—	—	—	—	18	36.608	—	—	—	—	7	14.869
Olonetz.	1	128	2	253	2	227	2	227	4	872	21	118.541
Omsk.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	26.525
Orenbourg.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	120	47.275
Orel.	18	18.514	23	20.933	32	21.315	48	31.684	76	57.594	127	48.894
Penza.	1	15	4	1.673	22	10.636	37	21.281	60	33.580	103	157.607
Perm.	8	52.258	8	52.922	9	56.038	10	57.014	14	62.894	133	432.296
Pétrograd.	4	43.300	47	500.000	49	447.774	28	403.347	36	465.538	—	—
Podolie.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	434
Poltava.	2	861	2	861	2	2.365	3	2.441	33	17.534	49	18.980
Pskov.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	80	29.457
Riazan.	8	1.050	15	18.264	25	20.643	41	23.250	50	36.993	77	51.252
Samara.	7	34.147	8	34.173	9	29.810	10	34.012	39	54.219	113	98.502
Saratov.	24	52.749	36	62.856	50	69.794	112	89.878	36	141.669	261	137.640
Dvina.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	27.306
Semipalatinsk.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	8.881
Simbirsk.	20	5.894	28	10.227	46	13.450	63	16.845	66	29.253	130	94.865
Smolensk.	15	7.189	21	7.873	39	10.759	56	19.081	67	24.750	123	53.635
Tauride.	—	—	4	1.645	4	1.645	4	1.645	—	—	—	—
Tambov.	26	18.825	28	21.386	52	31.796	74	36.450	195	78.506	266	70.692
Tver.	11	21.002	20	36.148	43	39.337	72	60.563	84	77.742	118	91.698
Tomsk.	—	—	1	1.680	1	1.680	1	1.680	25	7.495	—	34.651
Toula.	3	650	5	2.875	9	4.846	38	26.428	48	39.686	130	98.557
Tioumen.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52	18.413
Turkestan.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	142.166
Oural.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	33.012
Oufa.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	60	68.725
Kharkov.	3	5.150	9	27.148	14	52.713	15	49.359	28	54.593	132	71.950
Kherson.	6	3.397	10	4.684	11	8.484	11	8.474	26	49.012	—	92.715
Tsaritzine.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	11.722
Tchéliabinsk.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	135	46.479
Tcherepovietz.	—	—	1	191	2	5.191	2	5.214	2	5.564	29	14.367
Tchernigov.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	76.963
Iaroslavl.	31	37.222	36	42.312	50	69.525	65	79.360	38	91.686	131	22.630
Esthonie.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	125	115.291
Totaux	350	645.080	555	1.587.062	866	1.943.575	1.204	2.363.951	1.384	3.066.767	4.483	5.222.006

Pas de statistique pour le 2^e semestre 1919

IL FAUT LIRE :

- LE BULLETIN COMMUNISTE** (hebdomadaire, 50 centimes), Paris, 123, rue Montmartre.
- LA REVUE COMMUNISTE** (mensuelle, 3 francs), Paris, 12, rue Grange-Batelière.
- LA VIE OUVRIERE** (hebdomadaire, 25 centimes), Paris, 114, rue Pelleport.
- LA VOIX PAYSANNE** (hebdomadaire), Paris, 142, rue Montmartre.
- CLARTE** (hebdomadaire, 25 centimes), Paris, boulevard Saint-Martin, 4.
- L'AVANT-GARDE** (hebdomadaire, 20 centimes), Paris, 123, rue Montmartre.
- LE PHARE** (mensuel, 1 fr. 50), La Chaux-de-Fonds, 27, rue P.-H.-Mathey.
- LA NOUVELLE INTERNATIONALE** (hebdomadaire, Genève, case Postale, Eaux-Vives.
- L'OUVRIER COMMUNISTE** (hebdomadaire, 25 centimes), Bruxelles, 3, rue Steenpoort.
- LA VOIX DES FEMMES** (hebdomadaire), Paris, 10, rue Montmartre.

A NOS AMIS

Le *Bulletin Communiste* doit être mis en vente dans tous les kiosques. Nos amis sont priés de l'acheter toujours au même marchand et de nous signaler les kiosques qui n'en sont pas dépositaires. Ils doivent veiller également à ce qu'un bon affichage soit réservé à notre *Bulletin*. Tous nos amis doivent aider à la diffusion de notre journal et en surveiller la vente.

TERRORISME ET COMMUNISME

par L. Trotsky

Un fort volume, in-16..... 7fr.
Franco 7 fr. 50

Adresser les commandes accompagnées du montant à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Kertjenzev**Les Alliés et la Russie**

Précieuse contribution à l'histoire contemporaine, ce livre contient l'exposé véridique des relations entre la Russie et les Alliés, depuis l'alliance franco-russe jusqu'à la guerre impérialiste menée par la France capitaliste et ses complices contre la révolution prolétarienne russe. Les historiens bourgeois seraient fort embarrassés de répondre à ce livre, véritable réquisitoire contre l'impérialisme.

Un volume in-16. Prix..... 3 francs

Envoi franco contre le montant adressé à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

- A. GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution* (préface de Boris Souvarine)..... 0 50
- KERTJENZEV. — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »
- ALEXANDRA KOLLONTAÏ. — *La Famille et l'Etat Communiste* 0 40
- LÉNINE. — *La maladie infantile du Communisme*. 4 »
- LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne* 4 »
- LÉNINE. — *Lettre aux ouvriers américains* 0 25
- LÉNINE. — *Les Bolcheviks et les Paysans* 0 40
- S.-J. HUTGERS. — *En Russie Soviétique*..... 0 75
- BORIS SOUVARINE. — *La Troisième Internationale* 0 50
- BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks*..... épuisé
- TROTSKY. — *Terrorisme et Communisme* 7 »
- TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... épuisé
- TROTSKY. — *Les Soviets et l'Impérialisme mondial* 0 60
- CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* 0 75
- *** *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* 0 60
- *** *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste* 0 50
- *** *Hommage à la République des Soviets, par H. Barbuse, etc.* 1 25
- *** *Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)*..... 0 75
- *** *Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)* épuisé

Bulletin CommunisteOrgane du Comité de la 3^e Internationale**PARAISANT LE JEUDI**

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)